

Lutte ouvrière

Aube



Lettre d'information locale

Mardi 19 mai 2020

Editorial du lundi 18 mai :

La médaille du mépris

Les agents hospitaliers l'ont redit à Macron lors de sa visite vendredi dernier : ils ne se satisferont pas d'hommages et de paroles mielleuses. Et ils ont de quoi se méfier ! A Mulhouse, Macron leur avait promis un plan massif d'investissement et de revalorisation, ainsi qu'une prime exceptionnelle. Deux mois plus tard, les soignants attendent toujours le plan... et la prime qui n'a toujours pas été versée !

Par contre, en deux mois l'État a injecté 300 milliards dans l'économie au travers de prêts garantis aux entreprises. Il a accordé 7 milliards à Air France, 5 milliards à Renault. Il va en consacrer 18 à un « plan Marshall » pour le secteur touristique. Il n'y a rien de tel pour la santé. Pour un gouvernement qui a annoncé en faire sa priorité, cela en dit long !

Comme l'ont dénoncé les soignants, dans les hôpitaux, tout revient à « l'anormal ». Les renforts ont été renvoyés chez eux, les intérimaires remerciés, et le sous-effectif chronique se réinstalle. Alors qu'une deuxième vague épidémique se prépare peut-être, que la tension est à peine retombée et que le personnel a besoin de souffler, la hiérarchie presse les soignants qui avaient accepté de travailler 12 heures de suite de continuer. Ou elle remet en cause les congés et les RTT de l'été.

Ce que le ministre de la Santé prépare est tout aussi révoltant. Il prend prétexte de la revalorisation salariale pour s'attaquer aux 35 heures dans les hôpitaux. Autrement dit, pour gagner plus, les soignants devront surtout travailler plus. Comme s'ils ne travaillaient pas assez ! Comme s'ils ne fuyaient pas déjà les hôpitaux à cause des conditions de travail et de la course à la rentabilité d'un système de plus en plus financiarisé !

Macron se moque des soignants comme de tous les travailleurs. Il ne se soucie que d'une chose : plaire, rassurer et servir la grande bourgeoisie. Oui, c'est du mépris social. Le mépris d'une classe sociale qui ne pourrait pas vivre sans des millions de femmes et d'hommes travaillant pour elle. C'est l'expression d'une classe exploiteuse qui se bat pour perpétuer sa domination.

Le gouvernement a multiplié les hommages à ceux qui sont montés au front, des éboueurs aux médecins, en passant par les livreurs ou les ouvriers de l'agroalimentaire. Ces travailleurs auront peut-être une place dans le défilé du 14 juillet, mais cela ne leur assurera ni les fins de mois ni des conditions de travail décentes. Pour obtenir cela, ils devront renouer avec les luttes ouvrières et la contestation de l'ordre bourgeois.

Écoles de Troyes : des parents qui ne s'en laissent pas conter

La municipalité troyenne propose régulièrement des visioconférences aux parents d'élèves délégués des écoles pour discuter de la réouverture. Le mercredi 6 mai, une cinquantaine de parents ont assailli de questions l'adjointe au maire. Ces questions traduisaient les inquiétudes quant aux conditions sanitaires pour les enfants mais également pour les enseignants et les ATSEM qui travaillent avec eux.

Pour la désinfection dans les écoles primaires, une société de nettoyage passera tous les jours et un agent municipal pour un nettoyage intermédiaire. Mais pour les maternelles, l'élue avouait qu'il n'y aurait aucun renfort. Les ATSEM devront donc assumer leurs tâches de garderie et de nettoyage habituelles mais aussi la désinfection propre au Covid.

Face aux réactions de parents expliquant avec des exemples concrets l'impossibilité de tout faire, l'adjointe de Baroin n'a trouvé à dire que : "on va se débrouiller"... Pas étonnant que seulement 30% des élèves soient attendus en mai dans ces conditions.

Mais de quel volontariat parle-t-on ?

Pour prévoir le nombre d'enfants à accueillir, la mairie de Troyes a fait un sondage auprès des parents sur leur "choix" de mettre ou pas leur enfant à l'école pour le mois de mai. Elle compte renouveler ce sondage pour le mois de juin car la fin du dispositif de chômage partiel peut modifier la donne. En effet, un certain nombre de parents verront leur soit disant "liberté" de choisir entravée par la nécessité de retourner au travail et donc de faire garder leurs enfants. Parfois l'école sera la seule solution.

Ce faux choix est à l'image de ce que subissent les travailleurs dans la société capitaliste : Le "libre-choix" entre crever de faim ou aller se faire exploiter...

Avis scientifique et volonté du patronat

Le gouvernement a tout fait pour que, le 11 mai, sonne la cloche de la rentrée pour les plus jeunes, ceux qui ne peuvent se garder seuls à la maison. Le but : en déchargeant leurs parents, pour les renvoyer au boulot. Il est dangereux de rouvrir les établissements scolaires avant septembre, avait pourtant dit le conseil scientifique, que ce même gouvernement avait créé pour lui fournir des recommandations durant la crise sanitaire.

Mais, entre l'avis de scientifiques et la volonté du patronat, le gouvernement n'hésite pas.



Propos de patron

Le président de la chambre patronale des petites et moyennes entreprises de l'Aube s'inquiète: «Ce qui me fait peur, c'est que le télétravail, c'est bien beau, mais qui va créer la richesse? Il faut bien créer le produit. Et puis ça va être dur de revenir en arrière, d'expliquer qu'il faut revenir à l'usine.»

Lui-même, en tant que dirigeant de l'entreprise troyenne de textile Emo, a trouvé sa propre «solution» : il a maintenu la production de son usine en prévenant les ouvrières qu'elles ne toucheraient aucun revenu si elles ne venaient pas travailler...

Contactez nous,
donnez votre avis sur cette lettre :

troyes@lutte-ouvriere.org ou 0635147372

Plus d'informations et de contenu
sur nos sites :

<https://www.lutte-ouvriere.org/>
Facebook : [lutte.ouvriere.aube](https://www.facebook.com/lutte.ouvriere.aube)

Hôpital de Troyes : la réouverture de services ralentie faute de personnel

Comme ailleurs, la vague de Covid a complètement bouleversé le fonctionnement ordinaire de l'hôpital de Troyes déjà en surchauffe permanente avant l'épidémie. Des services ont été complètement réorganisés ou fermés pour s'occuper en priorité des patients atteints du coronavirus.

Aujourd'hui, avec la diminution des cas de Covid hospitalisés, ces services doivent absolument rouvrir pour traiter les autres malades qui ont été mis sur la touche. Or cette réouverture se heurte au dramatique manque de personnel hospitalier notamment infirmier. Plus que jamais, il va falloir lutter pour des embauches massives avec des conditions de travail et des salaires attractifs !

Combattons le virus du nationalisme !

Sur les masques distribués par Troyes Champagne Métropole est brodé un petit drapeau français. Les entreprises textiles de l'agglomération troyenne qui les ont fabriqués y voient probablement un moyen de se faire de la publicité en faisant vibrer la corde nationaliste. Si certains masques grand public sont corrects, d'autres ressemblent plutôt à des chaussettes modifiées... Comme vitrine du « savoir-faire français », on fait mieux !

Ce chauvinisme est d'autant plus mal venu que les ouvriers qui les ont fabriqués sont de toutes origines et de toutes nationalités. Sans parler des travailleurs qui ont produit le coton et les autres matériaux, aux quatre coins de la planète.

Face à un virus qui ne connaît pas de frontières, et un système capitaliste qui partout dans le monde en aggrave les conséquences, travailleurs de tous les pays ne nous laissons pas diviser !

Des sacrifices pour qui ?



Une prime pour oublier... ou pas

Le gouvernement a annoncé une prime de 1500 euros pour les personnels des Ehpad du Grand Est.

Ce geste ne pourra pas faire oublier son hostilité et son mépris face aux manifestations des personnels pour réclamer davantage de moyens, ni qu'il les a laissés affronter le Covid-19 souvent sans masques.

Avec cette prime, il espère certainement dissuader les "héros" de reprendre la mobilisation pour imposer une augmentation pérenne des salaires. Mais c'est peut-être pas gagné !

Maximo (Brienne-le-Château) : maxi profits sur le dos des travailleurs

Le confinement a fait exploser la livraison à domicile entre autre pour l'entreprise Maximo, spécialisée dans l'épicerie et le surgelé avec plus de 2000 salariés sur une cinquantaine de sites en France.

Dans celui de Brienne, le confinement a commencé par une rupture d'approvisionnement dont le patron s'est servi pour imposer 3 jours chômés déduits des congés. Puis ça été l'exact opposé avec des horaires et des cadences infernales pour répondre à la demande, le tout sans protection aucune pour les chauffeurs-livreurs pendant des semaines. Il a fallu des protestations, y compris de la part de clients, pour que l'entreprise fournisse masques et gel hydroalcoolique.

Une prime de 1000 euros a bien été promise mais les seules certitudes à ce jour sont que l'entreprise a doublé son chiffre d'affaire et que certains samedis et le lundi de Pentecôte seront travaillés. Du côté des salariés, la colère monte !